



REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché de travaux à procédure adapté

SAULCY - METZ
OPERATION n°2025DPIGEM852

Réfection éclairage

Lot unique

UNIVERSITÉ DE LORRAINE
Direction du Patrimoine Immobilier
34 Cours Léopold
BP 25233
54052 NANCY CEDEX

1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réfection de l'éclairage extérieur localisé sous le pont de l'A31, sur le campus du Saulcy, incluant notamment le remplacement des équipements existants, le raccordement électrique au Tableau Général Basse Tension (TGBT) du bâtiment DEA ainsi que le raccordement des éclairages existants.

2 - CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée sans tranche ni lot,

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global forfaitaire

4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le carnet graphique
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes :

1. Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) Qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales à la date du 31 décembre 2020,
 - b) Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324- 10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail
 - c) Qu'il n'entre pas dans d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 ou 7 à 10 du Code de la Commande Publique.
2. Copie du ou des jugements si l'entreprise est en redressement judiciaire (si le redressement n'est pas un cas d'exclusion)
3. Attestations d'assurance
4. Une habilitation du représentant légal de l'entreprise autorisant la signature du marché par une personne tierce, au cas où il ne signerait pas lui-même
5. Attestations justifiant des qualifications professionnelles ou / et des acquis professionnels
6. Certificat de visite

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

6 - PRÉSENTATION DES OFFRES

L'offre qui sera remise par le candidat comprendra les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement (AE-CGA) dûment complété et signé électroniquement.
2. Le document CDPGF dûment complété et signé au format électronique et PDF (non verrouillé).
3. Le cadre mémoire technique à remplir obligatoirement (Voir annexe n°2)

Tout document nécessitant une signature, doit être signé sous format électronique avec certificat qualité (niveau 3).

7 - TRANSMISSION DES OFFRES

Offre à remettre par dépôt sur le site PLACE – Plate-forme des achats de l'État

Date limite de réception des offres – 25 SEPTEMBRE 2025 à 18h00

Le délai de validité des offres est fixé à **60 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Pour tout renseignement d'ordre technique ou administratif, posez vos questions sur l'espace dédié de la plateforme PLACE.

CRITERES DE CHOIX (le choix sera réalisé sur l'offre de base)

Critère prix (sur offre de base)	50%
Critères techniques : (Cadre mémoire technique à compléter) <ul style="list-style-type: none">• Moyens humain et matériels affectés à l'opération• Compétence technique / expérience / références professionnelles / qualifications certifiées (CV)• Mise en œuvre et respect du cahier des charges• Note méthodologique d'intervention	40%
Critères de délais: <ul style="list-style-type: none">• Durée de l'intervention	10%

8 – MODALITÉS DE VISITES :

Afin de permettre aux candidats de prendre pleinement connaissance des spécificités et contraintes du site, une visite sur place est **obligatoire** pour pouvoir présenter une offre.

Les candidats devront prendre rendez-vous en contactant :

Madame Mélissa DUC au **06 71 41 26 57** ou par mail à l'adresse melissa.duc@univ-lorraine.fr

Les créneaux proposés sont les suivants :

- **Vendredi 5 septembre à 9h30**
- **Mardi 9 septembre à 9h30**

Un certificat de visite devra être signé à l'issue de la visite.

Les offres ne comportant pas ce certificat seront déclarées irrégulières.

9 - PROCEDURES DE RECOURS

*Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Nancy
5 place de la Carrière
CO N° 20038
54036 NANCY*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

*En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
1 Rue du Préfet Erignac
54038 NANCY*